



HAL
open science

**“ Des hommes quelconques ” ? La politique
d’encadrement au crible de la sociobiographie
(1944-1974)**

Paul Boulland

► **To cite this version:**

Paul Boulland. “ Des hommes quelconques ” ? La politique d’encadrement au crible de la sociobiographie (1944-1974). Claude Penner, Bernard Pudal, Le sujet communiste. Identités militantes et laboratoires du “ moi ”, Presses universitaires de Rennes, 2014., pp.191-216, 2014, 978-2-7535-3481-0. halshs-02136264

HAL Id: halshs-02136264

<https://shs.hal.science/halshs-02136264>

Submitted on 22 May 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« Des hommes quelconques » ?

La politique d'encadrement au crible de la sociobiographie (1944-1974)

Paul Boulland (CNRS, Centre d'Histoire sociale du XXe siècle)

La question des élites militantes communistes soulève deux enjeux fondamentaux et étroitement associés du point de vue de l'histoire et de la sociologie du PCF : celui de la constitution d'un personnel politique majoritairement issu des classes populaires et celui du pouvoir exercé par l'institution partisane sur ses membres. Dans son « ethnographie des communistes français », Annie Kriegel répondait à cette problématique par une formule qui synthétise le paradigme que nous nous efforcerons de questionner ici : « un dirigeant communiste se reconnaît à ce qu'il est un homme quelconque.¹ » La connotation péjorative de ce dernier adjectif est assumée par l'auteure, qui évoque la « médiocrité² » des dirigeants, dans un registre symptomatique d'une double disqualification des militants et des classes populaires. Au sens de « n'importe quel », le terme désigne également des acteurs indistincts ou interchangeables, dans la mesure où « le Parti constitue la dimension unificatrice dans laquelle les autres dimensions se fondent jusqu'à disparaître.³ » Sur ce point, l'enjeu interprétatif rejoint aussi la question méthodologique de l'analyse des profils et des parcours individuels.

Comme nous le montrerons dans le premier temps de ce chapitre, l'historiographie « totalitaire », à l'image des travaux d'Annie Kriegel, envisage les caractéristiques des cadres à travers les motifs de la « sélection » ou du « contrôle », comme le signe de la capacité homogénéisatrice du parti⁴. Les matériaux biographiques désormais disponibles permettent de dresser un bilan à la fois plus précis et plus nuancé. Dans le même temps, ils conduisent à

¹ KRIEDEL A. et BOURGEOIS G., *Les communistes français dans leur premier demi-siècle 1920-1970*, Paris, Seuil, 1985, p.

² *Ibid*, p.

³ *Ibid*, p.

⁴ Dans la troisième partie de l'ouvrage d'Annie Kriegel (« L'appareil »), les « hommes quelconques » donnent son titre au chapitre IX, intercalé entre la description du « corps consacré » des permanents (chapitre VIII) et celle des « mécanismes de sélection » (chapitre X) et de formation (chapitre XI) des cadres.

mettre à distance les sources ou les témoignages qui attestent la « volonté d'emprise⁵ » du PCF dès lors qu'elles en adoptent le point de vue et les représentations.

En combinant le traitement prosopographique traditionnel avec une lecture fine des trajectoires sociales, attentive aux possibles biographiques, aux stratégies de présentation de soi et aux pratiques militantes, l'analyse sociobiographique ouvre des pistes nouvelles. Elle permet d'interroger la manière dont « certains habitus trouvent les conditions de leur accomplissement, voire de leur épanouissement, dans la logique de l'appareil⁶ », sans toutefois poser la « délégation » et la « remise de soi » comme ressorts premiers du rapport au parti et des politisations populaires, ce qui constituerait une autre manière de valoriser, implicitement ou indirectement, le pouvoir de l'institution sur ses membres⁷. Notre approche vise en particulier à interroger les marges de manœuvres et les ressources grâce auxquelles les acteurs s'orientent dans ou face au parti, ainsi que les dispositions mobilisées par la carrière militante communiste, sans les réduire *a priori* à la discipline ou à la foi. Ainsi, la dernière partie de cette contribution, qui articule analyse des pratiques et des profils, étudie la manière dont les cadres investissent et s'investissent dans un certain type de posture et de travail politiques.

Nous nous concentrerons ici sur les militants qui constituèrent le cœur de l'appareil du Parti communiste de la Libération jusqu'aux années 1970, c'est-à-dire sur les cadres qui héritèrent du travail symbolique d'élaboration de « l'éthique ouvrière militante » mené entre-deux guerres par la génération précédente⁸. Ces militants furent confrontés à la gestion et à l'actualisation du modèle du « cadre thorézien », porté par l'aura de l'URSS et du communisme après la Seconde guerre mondiale mais concurrencé par la légitimité résistante et « l'esprit FTP », revalorisé par l'entrée en guerre froide puis déstabilisé par la rapide dévaluation du « référentiel stalinien⁹ » à partir de 1953. Au-delà des enjeux politiques ou idéologiques, la sociobiographie des cadres communistes invite à inscrire cette question dans un contexte socio-historique plus large. La reconstitution des trajectoires sociales n'interroge

⁵ PENNETIER C. et PUDAL B., « La volonté d'emprise. Le référentiel biographique stalinien et ses usages dans l'univers stalinien (éléments problématiques). » in C. PENNETIER et B. PUDAL (dir.), *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*, Paris, Belin, 2002, p. 15-39.

⁶ BOURDIEU P., « La représentation politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°36-37, février/mars 1981, p. 23.

⁷ Nous partageons ici la remarque de Julian Mischi qui met en garde contre « une vision potentiellement misérabiliste selon laquelle la politisation ouvrière, "stalinienne" pour faire simple, ne serait que "délégation" et "remise de soi au parti" » (MISCHI J., *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Rennes, PUR, 2010, p. 15.)

⁸ PUDAL B., *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la FNSP, 1989.

⁹ PUDAL B., *Un monde défait*, Paris, Le Croquant, 2009.

pas seulement les logiques d'émergence ou de production d'une élite militante. De notre point de vue, elle interroge aussi les processus sociaux, historiques, politiques et biographiques qui ont conduit divers types d'acteurs à endosser le rôle « d'intellectuels de gestion des profanes¹⁰ ».

Co-construction d'une illusion

Intrinsèquement associées par la matrice stalinienne¹¹, la politique d'encadrement et l'entreprise communiste de promotion de militants d'origine populaire déterminent le fonctionnement du PCF bien au-delà de l'entre-deux guerres et des années de guerre froide. En 1974, justifiant l'évolution – et par là même la perpétuation – d'une gestion centralisée du personnel politique, Marcel Zaidner¹², responsable national aux cadres, revendiquait encore cette « originalité du parti¹³ » :

« Si nous laissons suivre la pente vers quoi nous pousse la société actuelle et la manière dont elle prépare les hommes, les ouvriers sont, au départ, les moins biens lotis. Ils sont privés de toute préparation à l'exercice des responsabilités dans la société. Cela commence à la maternelle pour aboutir à l'usine. Si nous n'avions pas une conception politique pour prendre en compte cette réalité, plus exactement pour la combattre, la présence des ouvriers dans les directions se réduirait sans cesse¹⁴. »

Dans un contexte marqué par les renouvellements sociologiques et générationnels du corps militants, et notamment par une participation croissante des enseignants dans les organismes locaux et fédéraux, ce constat réaffirmait explicitement l'attachement du PCF à une « stratégie réfractaire¹⁵ » opposée aux logiques du champ politique légitime :

« C'est au prix d'un contrôle social et d'une vigilance de tous les instants que les chargés de la cooptation imposent, contre les mécanismes externes qui pénètrent le parti et 'travaillent' en sens inverse, les normes de recrutement qui sont à la fois **leur propre justification et le fondement le plus légitime de leur pouvoir interne¹⁶**. »

¹⁰ PUDAL B., « La vocation communiste et ses récits » in LAGROYE J. (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 147-161.

¹¹ PENNETIER C. et PUDAL B., « La volonté d'emprise. Le référentiel biographique stalinien et ses usages dans l'univers stalinien (éléments problématiques). », *art. cit.*, p. 17-24.

¹² Tous les militants cités dans les pages suivantes (dans le texte et en notes) disposent de notices biographiques dans le *Maitron*, sur le site Maitron-en-ligne (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr>).

¹³ Les thématiques de « l'originalité du Parti » ou de la « ré-identification révolutionnaire » jouent un rôle central dans le processus de rupture du Programme commun, notamment dans les interventions de Georges Marchais. Elles puisent très directement dans les constats dressés par le service des cadres à partir de la fin des années 1960. Voir PUDAL B., *Prendre parti, op. cit.*, p. 316-319 ; PUDAL B., *Un monde défait, op. cit.*, p. 93-106 ; BOULLAND P., *Acteurs et pratiques de l'encadrement communiste à travers l'exemple des fédérations PCF de banlieue parisienne (1944-1974)*, Thèse de doctorat d'histoire, Université Paris 1, 2011, p. 191-197.

¹⁴ Yvonne Quilès, « Cadres communistes. Une nouvelle vague. Yvonne Quilès s'entretient avec Marcel Zaidner », *France nouvelle*, 25 juin 1974, p. 8.

¹⁵ GEISSER V., « L'autoritarisme des « dominés » : un mode paradoxal de l'autoritarisme politique ? » in DABENE O., GEISSER V., MASSARDIER G. (dir.), *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXI^e siècle. Convergences Nord-Sud*, Paris, La Découverte, 2008, p. 198.

¹⁶ GAXIE D., *Le cens caché*, Paris, Le Seuil, 1998, p. 8 (le texte en gras est souligné par nous).

Comme le souligne ici Daniel Gaxie, la politique des cadres fonctionne aussi voire surtout comme processus de légitimation des tenants de l'appareil. Dès lors, son histoire doit aussi être abordée comme le reflet et comme l'enjeu des concurrences ou des conflits de légitimité qui traversent le groupe dirigeant¹⁷. Pour cette raison, les documents produits par le travail d'encadrement (listes de membres, statistiques sur la composition sociale, rapports internes ou publics, etc) n'offrent pas simplement des sources descriptives sur le corps militant et ses composantes. Ils reposent aussi sur l'entremêlement de diverses opérations de légitimation du parti, de ses dirigeants voire des responsables aux cadres eux-mêmes.

Listes et statistiques partisans : une réussite en trompe l'œil

Durant une longue séquence historiographique, l'histoire sociale du personnel politique communiste n'a pu s'appuyer que sur des matériaux limités, issus de sources imprimées ou de sources internes parcellaires. Leur exploitation, plus descriptive qu'analytique, n'était pas en mesure d'accéder à toutes les logiques occultées sous la surface des listes de membres ou des tableaux statistiques. Faute d'avoir pu constituer des séries longues ou faute d'avoir pu accéder à la complexité des trajectoires, elle ne pouvait toujours observer en détail la chronologie, les mécanismes et le contenu des renouvellements. Les cercles dirigeants eux-mêmes n'échappaient que partiellement aux angles morts et aux effets « boîte noire ». Ainsi, les travaux d'Annie Kriegel¹⁸ ou de Philippe Buton¹⁹ apparaissent à la fois fondateurs, en termes de questionnement et de méthode, et contraints par des matériaux qui réduisaient leur profondeur de champ. Nous pouvons illustrer ces effets de sources, et la manière dont ils conduisent à accréditer les proclamations de l'institution elle-même, par l'article de Philippe Buton sur « l'appareil de la guerre froide ». Cette étude se fondait pour l'essentiel sur les carnets de l'ancien secrétaire à l'organisation Auguste Lecoeur, plus exactement sur le « relevé du personnel militant de l'ensemble des fédérations²⁰ » qui recensait les principaux dirigeants départementaux du PCF pour l'année 1953 (membres des secrétariats fédéraux, dirigeants des syndicats et des organisations de masse) et certaines de leurs caractéristiques (responsabilités, âge, profession, date d'adhésion). Selon Philippe

¹⁷ C'est dans cette perspective que nous l'avons analysée dans la première partie de notre thèse. BOULLAND P., *Acteurs et pratiques de l'encadrement communiste à travers l'exemple des fédérations PCF de banlieue parisienne (1944-1974)*, *op. cit.*, p. 37-198.

¹⁸ KRIEDEL A. et BOURGEOIS G., *Les communistes français dans leur premier demi-siècle 1920-1970*, *op. cit.*

¹⁹ BUTON P., « L'appareil de la guerre froide. Les secrétariats fédéraux du PCF au début des années 1950. », *art. cit.* et « Une génération évincée ? La recomposition des directions du Parti communiste français à la Libération », *art. cit.*

²⁰ Document décrit dans ROBRIEUX P., *Histoire intérieure du Parti communiste, t.4*, Paris, Fayard., 1984, p. 918. Une copie de ce document figure dans les dossiers du *Maitron* où nous avons pu le consulter.

Buton, l'exploitation de ces données souligne « la réussite organisationnelle communiste car l'appareil fédéral communiste en temps de guerre froide est conforme aux normes fixées par la direction : il s'agit d'un appareil ouvrier, jeune, politiquement ancien et culturellement homogène.²¹ » En 1954, Marcel Servin, responsable aux cadres depuis 1947 et récemment promu secrétaire à l'organisation en remplacement de Lecoœur, tirait un bilan tout à fait semblable. Au lendemain d'une réunion du Comité central, au cours de laquelle Maurice Thorez avait pointé quelques lacunes dans le travail des cadres, il écrivait dans une lettre personnelle au secrétaire général :

« Je ne t'écris pas parce que mon amour propre peut s'en trouver blessé, ce serait stupide, mais parce que les camarades du CC risquent de ne plus s'y retrouver, placés qu'ils sont devant cette contradiction qu'il y a entre la condamnation du travail passé de la SMC et l'accession au BP et au secrétariat du camarade qui en fut pendant 7 ans le responsable.

Loin de moi l'idée de prétendre que tout fut bien dans le travail des cadres. Les défauts que tu as souligné (sic) à juste titre n'ont pas tous été évités. Mais néanmoins autre chose fut fait que « de prendre les mêmes et de recommencer », que de tourner en rond, que « d'éplucher les biographies en pensant plus à empêcher de monter qu'à faire monter ». Pour s'en convaincre, il n'est que de comparer les changements, que je considère pour l'essentiel comme heureux, intervenus entre 1948 et 1954 :

Dans les directions fédérales du Parti

Dans les directions des fédérations d'industrie

Dans les directions des organisations de masse

Il n'est pas négligeable non plus qu'en ce qui concerne la composition sociale des directions fédérales et de nos écoles centrales, un changement fondamental soit intervenu en faveur des cadres prolétariens.

Tous ces nouveaux cadres ont, dans leur quasi-totalité, bien tenu le coup, tant pendant les années difficiles des complots et de la répression que pendant la bataille politique de ces derniers mois.²² »

Malgré tout ce qui peut séparer les deux auteurs du point de vue des conditions d'énonciation de leurs analyses, tous deux s'accordent à la fois sur la capacité du parti à maîtriser la constitution de son personnel politique et sur les résultats obtenus. Toutefois, la dimension justificatrice de la lettre de Marcel Servin, dans laquelle il mettait en balance sa démission, suffit à mettre en évidence que le travail des responsables aux cadres était tendu vers la production de résultats conformes, non seulement afin de réaliser les objectifs du parti mais aussi pour assurer leur propre position au sein du groupe dirigeant.

Les limites de telles sources apparaissent tout particulièrement autour de l'enjeu des catégories sociales des militants, et plus spécifiquement de la part des ouvriers. Les statistiques produites par le parti sont logiquement tributaires des catégories mobilisées pour leur établissement. Dans les années 1960, la Section de montée des cadres fut régulièrement amenée à corriger ses outils, tant pour affiner sa perception que pour s'assurer des résultats

²¹ BUTON P., « L'appareil de la guerre froide. Les secrétariats fédéraux du PCF au début des années 1950. », *art. cit.*

²² Courrier manuscrit de Marcel Servin à Maurice Thorez, 21/10/1954, Arch. M. Thorez, Arch. Nat., 626 AP 284.

satisfaisants²³. Ainsi, en 1968, face à la baisse constatée de la participation des ouvriers dans les organismes fédéraux, elle redéfinit ses catégories sur la base du métier, afin de comptabiliser comme ouvriers des militants jusque là englobés sous l'intitulé de « Travailleurs d'Etat » (SNCF, EDF-GDF, Arsenaux, PTT, etc.)²⁴. S'agissant des listes nominatives, selon un mécanisme déjà à l'œuvre avant-guerre²⁵, les documents externes autant qu'internes tendaient à affecter aux cadres l'identité sociale ou professionnelle la plus conforme aux critères partisans, en dépit de la complexité des trajectoires sociales. S'ajoute enfin la question des permanents, qui n'étaient pas clairement signalés dans les sources antérieures à 1961, et qui restaient définis et comptabilisés en fonction d'une définition optimisée de leurs origines professionnelles. On ne peut donc se contenter d'évoquer un « appareil ouvrier » ou des « cadres prolétariens ». Comme nous le montrerons dans les pages suivantes, il convient plutôt de s'interroger sur le type d'ouvriers ou de militants ouvriers qui s'insèrent dans les logiques de promotion, en mobilisant de multiples aspects de leurs trajectoires sociales, y compris leur cheminement vers l'identité ouvrière elle-même.

Les limites heuristiques de la notion de sélection

Les organigrammes tendent également à réifier les structures et peuvent donc conduire à valoriser par défaut les processus de qualification/disqualification commandés par l'institution. Pour Annie Kriegel²⁶ ou Marie-Claire Lavabre²⁷, l'important renouvellement que connaissent les structures intermédiaires du parti caractérise des « organismes passoires » et une représentation formelle autour d'un noyau dirigeant restreint. Cependant, le simple enregistrement de l'appartenance à tel organisme ou de l'attribution de telle fonction laisse ouverte la question des manières d'occuper ou d'investir effectivement ces responsabilités et il ne signale qu'une étape dans le processus d'accès au statut de cadre. D'autres sources²⁸ démontrent que la promotion des cadres se heurtait sans cesse à l'absentéisme, aux multiples difficultés de la vie familiale ou personnelle des militants, à leur manque de disponibilité ou

²³ BOULLAND P., *Acteurs et pratiques de l'encadrement communiste à travers l'exemple des fédérations PCF de banlieue parisienne (1944-1974)*, op. cit., p. 173-183.

²⁴ Note dactylographiée à l'intention des membres du BP, datée du 10/07/1970, dossier « Etudes générales sur les CF », AD 93 261 J 21/100.

²⁵ PUDAL B., *Prendre parti*, op. cit.

²⁶ KRIEGEL A. et BOURGEOIS G., *Les Communistes français 1920-1970*, op. cit., p. 234-244.

²⁷ LAVABRE M.-C., « Étude d'une population de cadres communistes : le Comité fédéral de Paris », *Communisme*, n°2, Paris, 1982, p. 25-48.

²⁸ Arch. de la SMC, AD 93 261 J 21.

au cumul des tâches, et permettent désormais d'envisager de multiples manières de se tenir à distance du rôle²⁹.

Enfin, l'image projetée par l'institution est étayée par les militants eux-mêmes et par la manière dont ils restituent les étapes et les mécanismes de leur parcours. La politique d'encadrement visait explicitement à éradiquer le registre de la candidature – et avec lui le spectre du carriérisme – au profit de la recherche des « meilleurs communistes », selon des critères objectivés. Le motif de la sélection s'accorde donc parfaitement avec l'éthique du dévouement associée à toutes les formes d'engagement, et tout particulièrement au militantisme communiste. De fait, mémoires et témoignages privilégient des formulations qui insistent sur les sollicitations émanant du « Parti », de ses dirigeants ou du collectif (« le Parti m'a demandé », « le Parti m'a confié la tâche de », « le secrétaire fédéral m'a proposé », « les camarades m'ont désigné », etc). Or si en tant qu'événement du parcours individuel, la promotion peut effectivement survenir de manière inattendue³⁰, au sens littéral, elle découle aussi de **dispositions à être choisi et à investir le rôle**, qui, à l'image des rétributions du militantisme, sont « à la fois aperçues et refusées » :

« La prégnance et l'emprise des finalités officielles de l'action collective organisent les processus de scotomisation qui permettent de tenir ensemble et l'engagement subjectivement désintéressé dans les finalités d'une action collective et les intérêts individuels investis dans cet engagement.³¹ »

Dans cette perspective, le motif de la sélection participe de « l'enchantement qui consiste à s'en tenir aux représentations officielles du militantisme comme pratique “désintéressée”³² ». Or, l'enchantement n'en continue pas moins d'opérer si l'on considère que les acteurs sont uniformément saisis ou agis par les processus de sélection et donc uniment assujettis au pouvoir de l'institution. Ainsi, la thématique de « l'aveuglement », la récurrence des métaphores religieuses et du vocabulaire de la foi, voire, dans une certaine mesure, l'utilisation extensive de la notion de discipline, ne déconstruisent pas les prétentions de l'institution ou de ses membres. Elles se contentent d'opérer un retournement homothétique de ces prétentions contre le parti et contre ses militants.

²⁹ BOULLAND P., « Sortir du rang ? Rapports à l'usine des cadres ouvriers communistes », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°195 (2013/1).

³⁰ Gaston Viens témoigne par exemple de son étonnement à l'annonce de son nom parmi les membres du Comité central, lors du XII^e congrès du PCF (avril 1950). Voir sa biographie par Claude Pennetier dans PENNETIER C. (dir), *Figures militantes en Val-de-Marne*, Ivry, Éditions de l'Atelier, 2009.

³¹ GAXIE D., « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue suisse de science politique*, 11(1), 2005.

³² *Ibid.*

Trajectoires sociales et accès au statut de cadre

Afin de contourner les divers « effets de réel » de la politique d'encadrement, il convient de passer sous la surface des listes pour reconstituer des carrières, définies non seulement comme la succession des positions occupées dans le parti mais plus largement comme un processus mobilisant l'ensemble de la trajectoire sociale des militants³³. Les sources biographiques propres au monde communiste³⁴ permettent d'observer l'effet de caractéristiques ou de facteurs qui n'apparaissent pas dans les représentations et les critères officiels du PCF, et plus particulièrement les éléments associés à la socialisation primaire, en amont de l'engagement (environnement familial et origines sociales, scolarité, entrée dans la vie professionnelle, etc.). Nous l'évoquerons ici à travers l'exemple des cadres des fédérations de Paris et de banlieue parisienne, qui, à divers titres, correspondent au modèle militant central au sein du PCF.

Les facteurs implicites de la promotion

Si l'on fait appel aux « critères conventionnels³⁵ » proposés par les listes de composition, les directions fédérales de banlieue parisienne apparaissent largement conformes aux orientations de la politique des cadres. Les militants définis comme ouvriers y sont majoritaires (57% des 659 membres des comités fédéraux de banlieue entre 1953 et 1974) et essentiellement issus des rangs des ouvriers qualifiés (70% des ouvriers) et de la grande industrie métallurgique (65% des ouvriers). À partir des années 1960, la part des catégories ouvrières s'érode, essentiellement au profit des techniciens, mais la présence des enseignants reste marginale dans l'encadrement fédéral de banlieue. Ce personnel politique est largement dominé par les générations formées au cours des années de guerre froide. Majoritaires jusqu'aux années 1960, elles continuent d'occuper les postes clés des fédérations dans les années suivantes. Enfin, on peut observer des phénomènes de turn-over qui correspondent à la fois aux mouvements de renouvellement impulsés par la direction et à la volatilité d'une majorité des militants qui peuplent ces instances.

L'analyse d'un certain nombre de caractéristiques renvoyant à la socialisation primaire permet toutefois de pousser l'analyse plus avant et d'identifier d'autres facteurs favorables à

³³ FILLIEULE O., « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, 1-2, vol. 51, février-avril 2001.

³⁴ Nous nous appuyons ici sur l'exploitation des dossiers biographiques conservés dans les archives du PCF au niveau central et fédéral (Val-de-Marne, Seine-Saint-Denis). Voir BOULLAND P., *Acteurs et pratiques de l'encadrement communiste à travers l'exemple des fédérations PCF de banlieue parisienne (1944-1974)*, op. cit.

³⁵ KRIEGEL A. et BOURGEOIS G., *Les Communistes français 1920-1970*, op. cit.

leur intégration dans l'appareil. L'étude fait apparaître des cadres fédéraux majoritairement issus des catégories populaires urbaines, et tout particulièrement du monde ouvrier de la région parisienne, dans lequel ils étaient nés ou vécurent une majeure partie de leur jeunesse.

CSP du père	Effectif	%
OS/Manœuvre	56	35,9
Ouvrier qualifié	37	23,7
Artisan	26	16,7
Employé	15	9,6
Exploitant et ouvrier agricole	9	5,8
Commerçant	6	3,8
Technicien	3	1,9
Profession libérale	3	1,9
Enseignant	1	0,6
Total	156	100

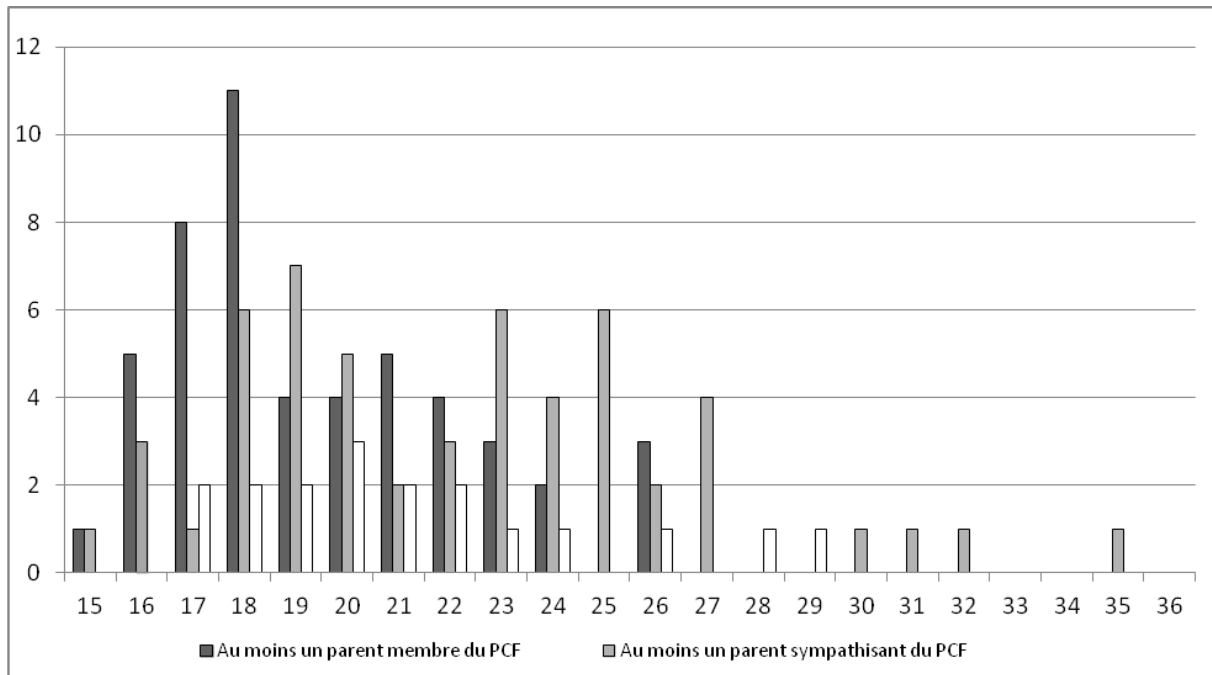
Tableau 1 - Origine sociale d'après la catégorie socio-professionnelle du père, à partir d'un échantillon de 156 militants.

Cet environnement des origines est également marqué par une très forte imprégnation communiste, en premier lieu à travers les parents. Sur un échantillon de 166 militants, un peu moins d'un tiers (30,1%) signalait au moins un parent membre du Parti communiste, soit près de 39% de ceux pour lesquels l'opinion d'au moins un parent est connue. L'appartenance au parti caractérisait prioritairement les pères, les mères se répartissant ensuite entre sympathie et adhésion au parti. Le primat accordé au militantisme masculin était ici redoublé par la situation professionnelle des femmes, moins enclines à adhérer dès lors qu'elles ne travaillaient pas³⁶. Cependant, la proportion de mères membres du PCF reste relativement élevée, et, même sans être adhérentes, elles pouvaient être en position de sympathie active ou d'engagement dans la mouvance communiste (UFF, Secours rouge puis populaire, Mouvement de la Paix, etc.). La proportion de parents simplement décrits comme « sympathisants », avec toute l'imprécision de cette mention, est également importante. Les militants signalant au moins un parent sympathisant mais aucun membre du parti représentent 32,5% (41,8% des militants pour lesquels au moins un parent était identifié pour ses opinions). Majoritairement ouvrières et implantée en région parisienne, ces familles se situaient dans les « couronnes extérieures » du monde communiste, composées d'électeurs du PCF, de lecteurs de *l'Humanité* et surtout de syndiqués CGT.

Les militants en rupture avec les opinions de leurs parents apparaissent donc très peu nombreux et cette forte insertion dans la culture communiste détermine fréquemment des engagements précoces. À l'échelle de l'ensemble des cadres fédéraux de banlieue, l'âge à

³⁶ LOISEAU D., « Les militantes de l'ombre : femmes de... » in DREYFUS M., PENNETIER C., VIET-DEPAULE N., *La part des militants*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1996, p. 264.

l'adhésion se concentre dans la tranche 17-25 ans (488 sur 659, soit 74%) proportion légèrement renforcée parmi les militants nés à partir de 1910 (477 sur 612, soit 77,9%). Les années du passage à l'âge adulte apparaissent particulièrement propices, puisque 40% des adhésions eurent lieu entre 17 et 20 ans. Les enfants de parents communistes avaient adhéré plus massivement autour de 16-18 ans et rarement au-delà de 22 ans. Pour les enfants de sympathisants, on observe un léger décalage avec des adhésions plus nombreuses à partir de 18 ans et au-delà, et surtout un étalement plus important, jusque vers 25-27 ans.



Age à l'adhésion des cadres nés après 1910 en fonction de l'opinion des parents

L'homogénéité politique du réseau social était l'un des aspects observés par le contrôle biographique et l'on pourrait donc renvoyer ces données à des effets de sélection. Mais forte hérédité communiste et adhésion précoce contribuaient surtout à l'accumulation d'une expérience militante importante, notamment dans les organisations de jeunesse. Cette expérience et l'insertion dans les divers réseaux du parti favorisaient à leur tour l'émergence des militants et leur intégration à l'encadrement partisan.

À l'image du « groupe fondamental » du PCF entre-deux guerres, les cadres fédéraux de banlieue étaient « détenteurs d'un capital scolaire plus élevé que le capital scolaire modal des individus de leur génération issus des mêmes couches sociales³⁷ » Le tableau ci-dessous analyse le niveau scolaire d'un échantillon de 169 militants, en fonction de la catégorie socio-professionnelle sous laquelle ils apparaissaient dans les listes de composition de la SMC.

³⁷ PUDAL B., *Prendre parti, op. cit.*, p. 131.

	Primaire	CEP	Technique court	Technique long	Cours complémentaire /Brevet Élémentaire	Brevet supérieur	Baccalauréat	Études supérieures	Total
Artisans	2		1						3
Employés	2	5	2		11	3	3	1	27
Enseignants						10	5	6	21
OS/Manœuvres	6	10	3		3		2		24
Ouvriers agricoles		1							1
Ouvriers qualifiés	6	20	28	8	14		2		78
Salariés supérieurs							1	1	2
Ménagères		1							1
Technicien			1	5	2	1	3		12
Total	16	37	35	13	30	14	16	8	169

Tableau 2 – Niveau scolaire selon la catégorie socio-professionnelle.

Nous distinguons ici les élèves de l'enseignement primaire n'ayant obtenu aucun diplôme (« Primaire ») des titulaires du seul certificat d'études primaires (« CEP »). La catégorie de la scolarité « technique courte » renvoie aux militants titulaires d'un CAP ou de diplômes équivalents, tandis que la catégorie « technique longue » regroupe les titulaires du brevet industriel ou commercial et les anciens élèves d'Ecoles nationales professionnelles. Tous étaient également titulaires du CEP. Nous avons par ailleurs distingué les anciens élèves de l'enseignement primaire supérieur, dont la plupart obtinrent par la suite un diplôme technique.

Ces militants, presque tous nés après la Première Guerre mondiale, bénéficièrent d'un contexte général d'allongement de la scolarité, ce qu'Antoine Prost a décrit comme le « prélude à la démocratisation scolaire », renforcé en 1936 par la loi Jean Zay élevant à 14 ans l'âge de l'école obligatoire³⁸. Dans cette période, l'accès au secondaire restait cependant largement fermé aux élèves issus des couches populaires qui participèrent surtout au développement de l'enseignement primaire supérieur (EPS)³⁹. La poursuite des études au-delà du certificat d'études caractérise assez logiquement les militants devenus employés, en cohérence avec les données réunies par Antoine Prost sur les anciens élèves des EPS⁴⁰ ou avec les données sur ces professions⁴¹. Cependant, l'accès à l'enseignement primaire

³⁸ PROST A., *Histoire de l'enseignement et de l'éducation (tome IV, depuis 1930)*, Paris, Éditions Perrin, 1981, p. 225-255.

³⁹ *Ibid.* Voir également BRIAND J.-P. et CHAPOULIE J.-M., « L'enseignement primaire supérieur des garçons en France, 1918-1942 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°1, 1981, p. 87-111.

⁴⁰ PROST A., *Histoire de l'enseignement et de l'éducation (tome IV, depuis 1930)*, op. cit. p. 225-255.

⁴¹ SALAIS R., « Le niveau de diplôme dans chaque catégorie socio-professionnelle », *Économie et statistiques*, n°1, 1970, p. 49-57.

supérieur apparaît également comme une caractéristique forte parmi les militants ouvriers, essentiellement les ouvriers qualifiés, ce qui cette fois distingue nettement les cadres communistes.

	Primaire	CEP	Technique court	Technique long	Cours complémentaire/ Brevet Élémentaire	Baccalauréat	Études Supérieures	Total
Effectifs	2	17	24	7	14	2	-	66
Pourcentage	3,04	25,76	36,36	10,60	21,21	3,03	-	100%
24,24%								
Pourcentages nationaux ⁴²	27,4	27,3	42,4	1	1,1			100%

Tableau 3 - Comparaison du niveau scolaire avec les résultats nationaux pour les ouvriers qualifiés nés après 1918.

La comparaison proposée par le tableau ci-dessus souligne globalement que les cadres ouvriers se situaient nettement au-dessus du niveau scolaire moyen de leur catégorie socio-professionnelle. La différence se manifeste notamment dans la faible proportion de militants n'ayant pas obtenu le CEP, au profit de ceux qui suivirent un cursus technique long ou furent élèves de l'enseignement primaire supérieur. Le corpus comporte ainsi les cas exceptionnels de deux ouvriers qualifiés et de deux OS ayant atteint le niveau du baccalauréat.

Ce capital scolaire relativement élevé apparaît favorable à l'acquisition du statut de cadre, lui-même marqué par l'exigence de formation et par l'accomplissement de tâches quotidiennes liées aux savoir-faire scolaires (lecture, écriture, acquisition et restitution des connaissances, qualités de synthèse, etc). Il convient toutefois de ne pas naturaliser ce constat sur le registre des « compétences » ou des « capacités » des militants mais plutôt d'observer les processus qui se nouent autour de la scolarité. Un certain nombre de ces militants, définis comme ouvriers tout au long de leur carrière communiste, avaient pu envisager d'autres horizons sociaux, à la faveur d'un parcours scolaire prolongé. C'est par exemple le cas de ceux qui purent suivre un enseignement secondaire général ou qui tentèrent d'intégrer les écoles normales. De plus, certains connurent effectivement différents univers professionnels en dehors de l'usine et du monde ouvrier. La séquence biographique du passage à l'âge

⁴² Source : SALAIS R., *art. cit.*, p. 56. Dans ces statistiques, les élèves du cours complémentaire n'ayant pas achevé le cursus ou n'ayant pas obtenu leur diplôme sont comptabilisés parmi les titulaires du seul CEP ou parmi les élèves des filières techniques. Toutefois, dans notre corpus, dix des quatorze individus regroupés dans la rubrique « cours complémentaire/brevet élémentaire » avaient effectué l'ensemble du cursus, six en obtenant le brevet élémentaire.

adulte, par définition celle des possibles biographiques ou de « l'indétermination⁴³ », voit donc s'entrechoquer des phénomènes fondateurs : fin de la scolarité et entrée dans la vie professionnelle, premières formes d'engagements voire premières responsabilités militantes.

Le traitement prosopographique, permet d'identifier certaines caractéristiques distinctives au cœur de ces processus. Pour autant, il convient de se prémunir contre tout « positivisme instrumental » et contre tout « effet de réel » ou d'autorité du chiffre. L'homologie ou l'homogénéité des profils ne peut être rapportée *a priori* aux seuls mécanismes de sélection. Ce serait négliger les processus qui, en amont, ont exclu différents acteurs ou catégories d'acteurs et favorisé l'engagement des autres. De plus, les données réunies convergent vers certains enjeux, en particulier vers la séquence biographique de l'émergence des vocations militantes, qu'il serait illusoire ou réducteur d'appréhender sur un mode exclusivement quantitatif⁴⁴. L'approche sociobiographique vise à éviter certains de ces écueils en restituant et en comparant des **histoires sociales individuelles** qui articulent l'approche collective de la prosopographie et l'échelle singulière de la biographie. Les données quantitatives permettent de situer systématiquement les acteurs et leurs trajectoires dans différents groupes ou espaces sociaux, tandis que l'étude de cas et l'analyse fine des parcours, y compris dans leur dimension personnelle et subjective, permettent de saisir toutes les possibilités « d'élargir vers le bas le concept historique d'individu⁴⁵ ».

Identité ouvrière et vocation militante

Parmi les cadres communistes et notamment parmi les militants les plus durablement ajustés au rôle, tels que les secrétaires fédéraux ou les membres du Comité central, on observe non seulement une forte concentration des caractéristiques évoquées ci-dessus mais surtout leur articulation dans des trajectoires sociales marquées par une intégration à l'identité ouvrière consécutive de l'engagement⁴⁶. Parmi de nombreux exemples, citons celui d'Henri

⁴³ MAUGER G., « Jeunesse : essai de construction d'objet », *Agora débats/jeunesses*, 2010/3, n° 56, p. 9-24.

⁴⁴ « L'autorité » ou la « valeur » accordées aux données quantitatives ne relèvent pas simplement de « l'illusion » de l'objectivation ou de l'objectivité par le chiffre. Elle tient aussi à la relative rareté des pré-requis indispensables à leur usage et à leur critique (maîtrise des outils statistiques, informatiques, etc.), parmi les chercheurs en sciences sociales, en particulier historiens. Pour ceux qui disposent de ces compétences, la tentation est grande de capitaliser sur leur effet distinctif. En conséquence, une des dérives récurrentes de la prosopographie réside dans une forme de surenchère méthodologique ou quantitative qui conduit le plus souvent à privilégier – ou à justifier de privilégier – les élites sociales ou culturelles, qui offrent les meilleures opportunités d'accumuler informations et variables, de multiplier croisements et graphiques. Voir par exemple C. LEMERCIER, E. PICARD, « Quelle approche prosopographique ? », in P. NABONNAND et L. ROLLET, *Biographie et prosopographie*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, inédit, disponible en ligne : <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00521512/fr/>.

⁴⁵ GINZBURG C., *Le fromage et les vers. L'univers d'un meunier du XVIe siècle*, Paris, Aubier, 1980, p. 15.

⁴⁶ P. BOULLAND, « Sortir du rang ? Rapports à l'usine des cadres ouvriers communistes », *art. cit.*

Fiszbin, secrétaire de la fédération de Paris (1961-1979), membre du Comité central (1967-1979) et député communiste (1973-1978) ; exclu du PCF en 1981, à la suite de la crise de la fédération de Paris (1979-1981), militant et député socialiste (1986-1988). Né en 1930, dans une famille d'immigrés juifs polonais proches du PCF, Henri Fiszbin adhéra à l'UJRF dès 15 ans et en devint rapidement responsable pour le XIXe arrondissement. Titulaire du CEP, il avait abandonné une école professionnelle le destinant au métier de technicien en TSF pour travailler aux côtés de son père, artisan chapelier. Contre l'avis de ses parents, il s'orienta ensuite vers la métallurgie. En 1948, il intégra le centre de Formation professionnelle Bernard Jugault et, avant même la fin de sa formation, entra dans une usine parisienne comme tourneur. Ce mouvement de réorientation professionnelle graduelle est fréquent parmi les militants issus des milieux populaires juifs parisiens, qui passèrent d'abord par l'apprentissage du métier paternel avant de s'orienter vers le monde ouvrier⁴⁷. Leur exemple permet plus largement d'envisager des phénomènes de réorientation ou de réajustement des investissements. L'investissement scolaire pouvait correspondre à un « projet familial » et/ou individuel ouvert à certaines perspectives d'ascension sociale voire de « déclassement par le haut⁴⁸ ». Dans le cas d'Henri Fiszbin et des militants qui présentent un parcours similaire, l'interruption des études restait en accord avec les projets parentaux, comme « reprise » – à tous les sens du terme – de l'activité paternelle⁴⁹, tandis que l'orientation vers le statut d'ouvrier d'industrie marquait une distanciation ou une rupture, parfois conflictuelle⁵⁰. Un détail a ici son importance. Dans ses questionnaires biographiques successifs, Henri Fiszbin n'indiqua jamais sa formation de technicien en TSF alors qu'il mentionna son expérience de chapelier⁵¹. Le travail sur soi que l'on peut observer ici est double, à la fois dans la présentation de soi au parti que constituent les réponses aux « bios » et dans les inflexions de la carrière professionnelle elle-même. Il dénote une incorporation de certaines règles du jeu,

⁴⁷ Parmi les militants qui entrent dans ce modèle, citons par exemple Henri Malberg, Marcel Zaidner, Guy Schmaus, Alfred Gerson, etc.

⁴⁸ KESTEL L., *La conversion politique. Doriot, le PPF et la question du fascisme français*, Paris, Raisons d'Agir, 2012, p. 25 et suivantes.

⁴⁹ On observe le même mécanisme dans le cas de Marcel Zaidner, qui renonça à poursuivre ses études au lycée pour intégrer l'atelier paternel durant trois ans, avant de refuser la perspective de succéder à son père à la tête du commerce familial.

⁵⁰ Comme Henri Fiszbin, Guy Schmaus fit face à la désapprobation de ses parents lorsqu'il abandonna le métier d'artisan fourreur, aux côtés de son père, pour devenir ouvrier métallurgiste. Malgré les sympathies communistes de sa famille, son engagement dans la carrière militante fut tout aussi critiqué, jusqu'à ce qu'il accède à un siège de sénateur, à la fin des années 1960. (Entretien avec Guy Schmaus, mars 2000).

⁵¹ Cette euphémisation du niveau scolaire n'est pas un cas unique. Guy Poussy ne faisait aucune mention de sa scolarité secondaire dans ses questionnaires, tout comme Marcel Zaidner n'indiquait pas son passage par le *gymnasium* lorsqu'il était réfugié en Suisse, durant la guerre.

une volonté de s'y conformer qui n'est pas réductible à l'obéissance ou à la remise de soi⁵². Il manifeste aussi une forme d'adaptation stratégique qui constitue et atteste une disposition au rôle.

Enfin, on note que le déplacement qu'opèrent ces militants correspond aussi au glissement vers un autre type d'investissement scolaire ou culturel, à travers les lectures et les formations effectuées dans le contexte militant. Ainsi, entre 1946 et 1948, soit dans la période de sa réorientation, Henri Fiszbin suivit successivement trois écoles du PCF et de l'UJRF⁵³. Les militants qui purent satisfaire certaines aspirations professionnelles offrent ici un contrepoint marqué par un autre équilibre entre les investissements scolaires, professionnels et militants. Né en 1939 dans une famille ouvrière proche du PCF, Robert Clément, entra dans la vie professionnelle à l'âge de 15 ans, comme OS dans une entreprise pharmaceutique. Il y suivit durant trois ans une formation professionnelle jusqu'à l'obtention d'un diplôme de technicien de fabrication. Adhérent de base à la CGT dès son entrée à l'usine, il ne s'engagea au parti et au sein de l'UJRF qu'au terme de sa formation. Dirigeant permanent des JC en banlieue parisienne puis au niveau national de 1962 à 1971, il devint ensuite secrétaire de la fédération de Seine-Saint-Denis, membre du Comité central et président du Conseil général de Seine-Saint-Denis. Michel Germa, né en 1929 dans une famille ouvrière, adhérent du parti et des JC en août 1944, à 15 ans, eut rapidement ses premières responsabilités comme secrétaire des JC puis de l'UJRF à Vitry. Cependant, son activité se ralentit dans les années suivantes alors qu'il était élève de l'école Estienne. À cette époque, il ne participait que très peu à la vie du parti, au point d'être rayé de sa cellule en 1947. Employé dans diverses petites imprimeries dépourvues de structures syndicales ou politiques il n'adhéra de nouveau au PCF qu'en 1951, en même temps qu'il entra à la CGT. Dirigeant de la section communiste de Vitry, responsable aux cadres et secrétaire de la fédération du Val-de-Marne, il devint président du Conseil général. Il conviendrait d'analyser ces processus en incluant également les investissements dans la sphère privée, par exemple à travers la situation familiale (célibat ou vie en couple, nombre d'enfants, etc.), les conditions de logement, etc., aspects pour lesquelles nos données sont malheureusement trop parcellaires.

⁵² On pourrait observer un semblable effort de conformation aux critères partisans pour d'autres aspects du questionnement biographique, tels que l'homogénéité politique du réseau social, les parcours durant la Seconde guerre mondiale, etc.

⁵³ Cours de l'école élémentaire du parti en 1946, « cours moyen pour la jeunesse » en 1947 et enfin une école fédérale de l'UJRF en 1948. Par ailleurs, dans un questionnaire de février 1949, il mentionne sa lecture de *l'Histoire du PCb*, du *Manifeste du parti communiste*, de *Salaire, prix et profit* et « d'une partie » des brochures de la collection « Eléments du communisme » des Éditions sociales, constituée des œuvres classiques de Marx, Engels, Lénine et Staline.

De manière générale, les mécanismes d'orientation vers le monde ouvrier sont très prégnants parmi les dirigeants formés au sein de l'UJRF⁵⁴ et du parti à la fin des années 1940 et dans les années 1950. Pour cette génération, le phénomène puise directement dans le contexte de la Seconde guerre mondiale et de l'immédiat après-guerre. En premier lieu, l'attractivité du communisme se nourrissait de l'image extrêmement positive de l'Union soviétique et du PCF après le conflit. Les enjeux de la guerre et de la Résistance avaient de plus une résonance particulière et très concrète pour de jeunes gens qui furent souvent les témoins directs de l'engagement de leurs proches, mais restèrent eux-mêmes à l'écart ou aux marges de la Résistance, en raison de leur âge. C'est le cas de Claude Poperen, né en 1931, dont le frère aîné fut l'un des dirigeants de la Résistance dans les lycées parisiens. Robert Gerber, né en 1929, dont les parents furent tous deux résistants et dont le père mourut en déportation, contribua au ravitaillement de groupes FTP au cours de l'été 1944, par l'intermédiaire de sa mère. Ces positions en retrait ou aux marges de l'action résistante concernaient également les militants d'origine juive, contraints de se cacher, de se réfugier en province ou à l'étranger. On peut faire l'hypothèse que cette expérience de la guerre, vécue comme une situation de passivité forcée voire frustrante, trouva une forme d'exutoire dans la radicalité des affrontements des premières années de Guerre froide, lors des mobilisations contre la guerre d'Indochine en 1949-1951 ou lors de la manifestation contre le général Ridgway en 1952⁵⁵. Enfin, sur un autre plan, la guerre et l'Occupation avaient parfois directement perturbé ou interrompu leur scolarité, contribuant à relativiser leur rapport à l'école ou leur investissement scolaire. Ainsi, entre 1942 et 1945, au gré de l'exode de sa famille en Isère puis en Suisse, la scolarité de Marcel Zaidner fut interrompue à plusieurs reprises et alterna différents types d'établissement (pensionnat catholique, *gymnasium*, EPS, etc.) dans lesquels il se retrouva en situation d'isolement. Il en garda une certaine distance à l'égard des exercices les plus typiquement scolaires⁵⁶ mais une pratique assidue de la lecture. Autre cas de figure, celui de Guy Fuléro⁵⁷, reçu parmi les premiers au certificat d'étude dans

⁵⁴ Claude Poperen, Robert Gerber, Jean Garcia, etc.

⁵⁵ Vanessa Codaccioni évoque ainsi le « capital de haine » accumulé par cette génération, notamment autour du cas d'Henri Malberg. CODDACCIONI V., *Punir les opposants. PCF et procès politiques (1947-1962)*, Paris, CNRS Éditions, 2012, p. 56 et suivantes.

⁵⁶ Marcel Zaidner attribue à ces aléas scolaires d'importantes difficultés en orthographe, qui expliquent selon lui l'abandon de ses études au lycée Colbert, en 1946 (entretien avec Marcel Zaidner, mai 2011). Pour autant, les documents issus de son activité militante (notes, discours, rapports) ne confirment pas ces difficultés.

⁵⁷ Né en 1927 dans une famille ouvrière proche du PCF, Guy Fuléro adhéra au PCF et à l'UJRF à la Libération. Établi à Paris en 1946, il y devint secrétaire de la section du VI^e arrondissement (1949-1956), secrétaire de la fédération de Paris (1965-1972) puis collaborateur du Comité central (section d'organisation) (1972-1987).

son canton de l'Ain, qui ne put continuer ses études en raison de la désorganisation du service des bourses à l'été 1940. Orphelin de père depuis 1933, il dut alors devenir garçon de ferme.

Pour certains militants, on peut véritablement parler d'un processus de certification ouvrière directement impulsé par le parti. Le parcours de Marcel Rosette en offre un exemple saisissant par sa distance originelle avec une identité endossée très brièvement mais continuellement valorisée dans la suite de son parcours politique. Directeur de l'école centrale du PCF de 1955 à 1962 et membre du Comité central (1954-1959 et 1961-1987), Marcel Rosette fut maire de Vitry (1965-1977) puis sénateur (1977-1986). Tout au long de ce parcours il fut défini comme « métallurgiste » ou « ancien métallurgiste », tant dans les documents internes du PCF qu'à travers ses interventions publiques, en particulier lors des campagnes électorales. Cette définition socio-professionnelle s'était imposée tant auprès des commentateurs extérieurs (journalistes, historiens, etc.) que des militants qui le côtoyaient. Cette apparente conformité au modèle militant communiste, implicitement associée à l'idéal-type du militant autodidacte, en raison de son action en faveur de l'art contemporain, masquait une trajectoire et une identité sociales en réalité beaucoup plus complexes.

Le père de Marcel Rosette était un médecin originaire de l'île Maurice, descendant d'esclaves du Mozambique et proche des cercles intellectuels et littéraires créoles. Né à Lyon, où son père achevait ses études, Marcel Rosette résida à Maurice de 1927 au décès de sa mère, en 1932. Il vécut ensuite dans l'Ain, à proximité de Bourg-en-Bresse où il fut élève du lycée Lalande jusqu'au niveau du second baccalauréat. Au sein de l'établissement, il prit part à de premières actions de résistance, d'abord spontanées et d'inspiration gaulliste, puis intégra les FTP. Membre de l'état-major départemental des FTP lors des combats de la Libération, il fut affecté à l'Ecole des cadres jusqu'à sa démobilisation en octobre 1945. A son retour, Marcel Rosette reprit ses études durant un an, avant de devenir permanent, comme secrétaire départemental de l'association des FTP-FFI de l'Ain et membre du bureau de la fédération communiste. En septembre 1947, un responsable aux cadres lui suggéra de suivre une formation professionnelle accélérée afin d'aller travailler en usine. Il lui conseilla de prendre contact avec les responsables de la Fédération CGT des Métaux, sans doute dans la perspective d'un apprentissage au centre Bernard Jugault. Nous ignorons toutefois si Marcel Rosette suivit effectivement une formation professionnelle. En janvier 1948, il fut en tout cas embauché comme métallurgiste à la Tréfilerie et Câblerie de Bourg. Il en fut licencié après seulement dix jours, en raison de son activité militante, et suivit alors une école fédérale du PCF. Il travailla ensuite durant deux mois comme manœuvre sur le chantier du barrage de Génissiat. Il quitta cet emploi pour suivre les cours d'une école centrale du PCF où il fit forte

impression sur les évaluateurs. De retour dans l'Ain, il redevint aussitôt permanent, comme secrétaire fédéral.

Dans ces fonctions, Marcel Rosette noua des liens d'amitiés durables avec l'écrivain Roger Vailland, établi dans l'Ain au début des années 1950, qui transposa son parcours dans le roman *Beau masque*, à travers le personnage du jeune secrétaire fédéral Chardonnet, « fils d'architecte franc-maçon [ayant] quitté la Faculté de droit, en 1943, pour un maquis FTP » :

« La guerre achevée, il avait fréquenté les écoles du parti, s'y était montré brillant élève et, à la sortie de l'école nationale, avait été désigné comme permanent à l'organisation. À moins de trente ans, il se trouvait secrétaire fédéral, responsable d'un département, mais il n'avait encore jamais travaillé dans une entreprise. Ce jeune général de division n'avait jamais servi dans le rang.⁵⁸ »

De tels cas sont essentiels pour analyser la carrière et le statut de cadre. Au phénomène d'ouvriérisation du parti et de ses dirigeants sous l'effet des mécanismes et des critères de sélection institutionnels, ils ajoutent – voire même substituent – le travail de définition de soi auquel s'astreignent les militants eux-mêmes. Cette lecture ne constitue pas pour autant « une interprétation cynique des intérêts au militantisme⁵⁹ ». C'est tout à la fois les potentialités de la carrière, avec ce qu'elle réalisait d'aspirations sociales et/ou culturelles, et le travail pour la cause, avec ce qu'il mobilisait de leurs origines familiales et sociales ou de leur socialisation politique initiale, qui étaient investis par les militants.

Les cadres comme intellectuels de gestion des profanes

La pratique du rôle

Afin de cerner le type de dispositions investies dans le rôle et la posture de cadre communiste, il convient d'articuler l'analyse des parcours à celle des pratiques, avec la volonté de « comprendre la manière dont les individus « lisent » leur monde » en fonction de la « photographie précise des composantes de leur vie.⁶⁰ » Nous nous appuyons ici sur l'étude de 145 rapports rédigés par les dirigeants fédéraux de banlieue sud à l'occasion des conférences des sections locales du PCF⁶¹. Cette matière propose une série de récits de la pratique des cadres, restituant leur mode d'intervention dans les débats, leur travail politique concret pour transmettre la ligne, vaincre les réticences ou contrecarrer les oppositions. Le

58 VAILLAND R., *Beau masque*, Paris, Gallimard, 1954, p. 227, texte en gras souligné par nous.

59 GAXIE D., « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *art. cit.*

60 TACKETT T., *Par la volonté du peuple. Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Paris, Albin Michel, 1997, p. 21.

61 Ce corpus comporte 22 rapports dont les auteurs n'ont pu être identifiés. Les autres émanent de militants dont le parcours a pu être reconstitué en détail dans le cadre de notre étude sociobiographique. Les documents s'étalent sur la période 1956-1972, de manière cependant inégale en fonction des aléas de la conservation : 40 rapports pour la période 1956-1959, 93 pour la période 1965-1968 et 12 pour la période 1971-1972.

caractère individuel et subjectif de ces récits ouvre sur sur la perception des cadres eux-mêmes, de leur relation à la base, de leur rôle et de leur position. Ces rapports furent établis par 65 auteurs différents qui, dans leur très grande majorité, étaient des cadres expérimentés et incarnant le modèle militant central du PCF dans notre période. Il s'agit de militants ouvriers (60% des auteurs de rapports), formés au cours de l'immédiat après-guerre et de la guerre froide (58,5% adhèrent dans la période 1944-1953), anciens élèves des écoles centrales du PCF (seuls 9 d'entre eux n'avaient pas suivi d'école centrale au moment de la rédaction), passés par de hautes fonctions dans l'appareil ou disposant déjà d'une solide expérience militante à l'échelon fédéral (seuls 16,3% des auteurs étaient membres du comité fédéral depuis moins de trois ans et au contraire 42,7% avaient exercé des responsabilités dans les secrétariats fédéraux ou au sein de la direction nationale du PCF).

Dans le cadre de la préparation des congrès du PCF ou des conférences fédérales, les conférences de section réunissaient les délégués des cellules locales et d'entreprises, conviés à se prononcer sur les orientations du parti et à rendre compte de la situation locale. La participation des délégués fédéraux remplissait deux objectifs : celui d'observer le fonctionnement des organismes locaux et celui de transmettre ou de réaffirmer la ligne du parti. Les cadres étant concentrés sur cette mission et assez logiquement enclins à valoriser la réussite de leur travail, leurs rapports n'offrent qu'un regard partiel ou biaisé sur les attitudes et les opinions de la base. Au contraire même, la récurrence de certains griefs, la persistance de certains foyers d'opposition, et plus généralement l'ampleur des débats démontrent plutôt que s'exprimait une certaine variété de points de vue, parmi lesquels l'action des cadres visait à contenir ou à marginaliser les plus hétérodoxes. À côté des efforts pédagogiques, d'autres moyens y contribuaient : arguments disciplinaires ou affectifs (fidélité au parti, confiance dans ses dirigeants), sélection et gestion du personnel politique, vigilance et disqualifications, etc. Face à ce travail d'homogénéisation politique, l'attitude de la base adhérente et militante ne peut être envisagée uniquement en termes d'adhésion ou de conviction. Elle comporte aussi certaines formes d'auto-censure ou un « choix tactique informé par une sage conscience des rapports de force⁶² » imposés par le fonctionnement du PCF.

De manière explicite et en creux, par les défauts qu'ils pointent, les rapports des délégués fédéraux mobilisent un même schéma idéal de la « bonne conférence » : ouverte par un rapport introductif présentant correctement l'ensemble des points de doctrine à traiter et leur articulation locale, celle-ci devait proposer une large participation des délégués, une

⁶² *Ibid.*, p. 199

discussion animée et positive, d'un « bon niveau politique », sans être bloquée par des questions de détail ou des interventions hostiles. Dans ces conditions, les conférences et l'intervention des cadres fédéraux mettaient en œuvre la « science normale » du parti⁶³. Au sein de cette activité parfois explicitement décrite comme routinière, les cadres exprimaient leur satisfaction voire leur plaisir à prendre part à de « bonnes discussions », inscrites dans le paradigme prédéfini par la ligne du parti mais stimulantes parce qu'elles leur soumettaient des problèmes qu'ils pouvaient résoudre.

Extraits du rapport de Jean Hartmann sur la conférence de la section Saint-Mandé le 10 décembre 1966

Jean Hartmann, né en 1923, était le fils de deux militants communistes. Son père, conseiller municipal d'Ivry, fut fusillé en 1942. Titulaire du CEP, Jean Hartmann apprit le métier de boucher avant de devenir métallurgiste. Membre des pionniers dès huit ans puis militant des JC à 15 ans, il prit part à la Résistance comme responsable des JC. Secrétaire de Maurice Thorez au début des années 1950, puis membre du secrétariat de la fédération Seine-Sud (1955-1961), il fut ensuite collaborateur du Comité central.

« Participation : il y a eu 21 délégués à la conférence, dont 5 femmes. Toutes les cellules étaient représentées mais la discussion s'est circonscrite autour des interventions des cellules IGN – Politzer et l'intervention du camarade G.

Rapport :

F. a surtout fait un rapport d'activité de Saint-Mandé ; mais l'effort politique était faible et il s'est contenté de commenter le rapport de Georges Marchais ou d'en lire de longs extraits. L'attitude de F. dans la conférence a été globalement positive. Cependant, il s'est révélé comme me l'avait décrit J., certes comme un bon camarade, mais conciliateur et prêt à accepter des suggestions ou propositions sans approfondir ni réfléchir à leur portée. Il est alors catastrophé quand on lui dévoile le contenu réel ou les intentions de leurs auteurs. Par conséquent, il a un esprit de Parti évident, mais qui peut être constamment pris en défaut. (...) Alors qu'il y a eu un débat sur la question fondamentale de la résolution (rapport de force) que de surcroît une discussion eut lieu entre lui, Y. Viens et moi, il n'a pas dit un seul mot dans son rapport. J'ai fait, en conséquence, un long exposé sur le caractère de notre époque qui a fortement impressionné les camarades mais surtout ceux de l'IGN qui m'ont fait l'aveu, à l'issue de la conférence, que toutes ces questions leur avaient échappées. (...)

Discussion sur le projet de résolution :

Le projet de résolution a été adopté à l'unanimité après un débat qui a pris les 2/3 de la discussion de la conférence. Deux amendements seulement ont été retenus par la conférence. (...)

Par ailleurs, à la cellule de l'IGN des amendements initialement débattus et rédigés furent transformés en questions ou demandes d'explications à la suite de notre intervention. Mais ces questions comportaient une clause tendant à retransformer ces questions en amendements dans la mesure où les arguments et les explications du délégué fédéral ne les satisfaisaient pas. Il faut croire que mes explications ont été satisfaisantes puisqu'ils ne sont pas revenus à la charge. »

Parmi les motifs de débat, Jean Hartmann signale notamment :

« La mise en cause des possibilités d'accéder au socialisme par la voie pacifique dans la forme la plus nette ou prétendant qu'il ne peut en être question et en tentant d'engager une bataille de citations de Lénine. (...) Mais je me suis surtout évertué à démontrer que le chapitre 4 contenait une démonstration théorique et très précise du contenu révolutionnaire qu'implique le passage au socialisme (cet amendement n'a pas été soulevé à nouveau dans la conférence). (...)

Tactique employée :

Le fait de ne pas connaître suffisamment de camarades sur qui s'appuyer constituait un handicap. Mais connaissant à peu de choses près les questions susceptibles de venir, j'ai considéré qu'il fallait contre-attaquer avant même qu'elles ne se manifestent. Cette tactique tendant à limiter la portée et même

⁶³ KUHN T., *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 2008 (1962, 1970), notamment p. 45-70. Nous appuyons également cette analogie avec la « science normale » sur l'usage qu'en proposent Howard S. Becker et Robert R. Faulkner (voir BECKER H.S. et FAULKNER R.R., « *Qu'est-ce qu'on joue maintenant ?* » *Le répertoire du jazz en action*, Paris, la Découverte, 2011 (2009), notamment p. 208 et suivantes.

l'expression des arguments des deux ou trois délégués en désaccord avec certains aspects fondamentaux de la politique du Parti en raison de notion et point de vue extérieurs puisés dans une documentation étrangère à celle du Parti, a eu pour effet de rallier d'emblée la grande majorité des délégués à la conférence. Cette tactique empreinte de fermeté politique dont l'argumentation, en mettant en cause les idées et non les colportants, a impressionné la plupart de ceux qui s'étaient promis d'intervenir. Prenant conscience qu'une majorité confortable se dégageait en faveur du projet de résolution, ils ont tenté et finalement abandonné la bataille. C'est dans ces conditions que deux amendements ont été retenus sur les sept déposés sur le bureau de la conférence.

Conclusions :

Tout compte fait, je crois que cette conférence est d'autant plus positive qu'il faut mesurer les résultats aux préoccupations que nous avons. Dans mes conclusions, j'ai insisté avec force par rapport à Saint-Mandé, sur la nécessité du travail de masse. Il est symptomatique que la cellule Politzer où la discussion fut la plus sensée, aucun travail de masse n'est effectué (sic). Je crois que la nature des désaccords de certains camarades procède plus de leur sensibilité à la perméabilité de la pression politique et idéologique extérieure au Parti plutôt qu'à des liens organiques qui pourraient exister et que je n'ai pas détectés. Cette perméabilité s'explique à partir de deux secteurs :

Pour les communistes de Saint-Mandé, c'est sans nul doute en raison de la composition sociale de la population et au fait qu'il y a un certain nombre de communistes non prolétaires dont un petit industriel, certes formé dans l'esprit communiste mais qui ont parfois des difficultés à surmonter la contradiction inhérente à leur condition sociale et leur appartenance au Parti.

Quant aux ingénieurs et techniciens, ainsi que les directeurs, notamment à l'IGN, la perméabilité s'explique surtout par le fait que la plupart lise la presse et la documentation qu'ils situent à gauche (*Monde, Nouvel Observateur, l'Express*) dans un esprit qu'ils disent « d'objectivité » tout compte fait petit-bourgeois. Sans doute quelques uns reçoivent même les opuscules trotskistes et pro-chinois.

Tout ceci pour attirer l'attention de la direction fédérale sur la nécessité de veiller à l'aide et la contribution politique de cette section en tenant compte que la conférence n'a pas pu tout régler et que les questions peuvent resurgir à tout moment. »

Les appréciations, et plus généralement les critères d'évaluation appliqués par les cadres, sont symptomatiques de leur rapport à la base et à la doctrine, ou pour le moins du rapport à la doctrine qu'ils manifestent dans ce type de documents et dans ce type de travail d'encadrement. Les attentes à l'égard des participants étaient structurés selon des représentations proche d'un idéal scolaire dans lequel les qualités attendues combinaient assiduité, attention, participation orale, travail personnel de préparation et maîtrise des pré-requis, discipline, etc. La ligne y apparaît comme la donnée première et intangible de leur travail politique, le réel pouvant l'illustrer, mais non la contredire. Dans cette perspective, la base militante est essentiellement perçue comme destinataire des contenus politique, grâce au travail pédagogique des cadres. Ainsi, les délégués fédéraux, sans doute soucieux par ailleurs de donner à voir leur implication, présentaient leurs interventions dans les débats sur le mode de l'explication et interprétaient en retour l'attitude de la base en termes de compréhension⁶⁴. Une grande majorité des objections, des points de vue divergents ou dissonants, des remarques critiques sur la ligne et son argumentaire, se trouvaient regroupés sous le terme générique « d'incompréhensions ». Les mots sont ici d'une grande importance, car ils traduisent un rapport à la base qui disqualifiait *a priori* presque toutes les objections, leur

⁶⁴ Ce paradigme scolaire structurait d'ailleurs plus largement les représentations de l'activité du parti et notamment de la propagande, évoquée comme la nécessité « d'éclairer les masses », de « faire comprendre à la population », etc.

déniait toute légitimité comme opinion ou expérience intégrables à la ligne pour les ramener à un déficit de connaissances ou à un défaut de raisonnement.

Les représentations scolaires que dénotent les rapports des délégués fédéraux se fondaient sur leur propre expérience. L'acquisition de leur statut était étroitement liée au passage par les écoles fédérales et centrales du PCF tandis que l'exercice et la conservation de leurs responsabilités nécessitaient des efforts personnels constants d'actualisation et de renforcement de leurs connaissances (« l'élévation du niveau idéologique »). Leur travail politique, entre autre lors des conférences de section, reproduisait pour une grande part les mises en situation et les travaux pratiques proposés par les écoles du parti et mobilisait les savoir-faire acquis ou renforcés à cette occasion (préparation des discussions à travers les lectures théoriques et la presse, assimilation et restitution des positions du parti, capacité à s'exprimer à l'oral, à intervenir et s'orienter dans le débat, etc.). Ainsi, les jugements sur la qualité des rapports introductifs et des interventions, leur niveau de préparation, d'exhaustivité ou de précision mobilisaient leur propre représentation, acquise dans le cadre de la scolarité partisane, du travail nécessaire à ce type d'exercice.

Les cadres se trouvaient de fait dans la situation « d'anciens bons élèves (...) prédisposés par toute leur formation et par toute leur expérience scolaire à entrer dans le jeu de l'institution », exigeant des autres militants un travail identique à celui qu'ils avaient appris à fournir à l'école du parti et qu'ils continuaient à fournir au quotidien. Ils expriment le rapport pédagogique traditionnel et « l'idéologie professorale » qu'analysaient Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, « mélange d'exigence souveraine et d'indulgence désabusée qui incline le professeur à tenir tous les échecs de la communication, si inattendus soient-ils, pour consécutifs d'une relation qui implique par essence la mauvaise réception des meilleurs messages par les pires récepteur⁶⁵. » Ainsi, lors des conférences de section, le recours à la théorie ou le rappel à la doctrine apparaissent véritablement comme un discours savant signalant et perpétuant la distance qui séparait cadres et militants de base et sanctionnant l'autorité des premiers sur les seconds.

Cette représentation du travail d'encadrement et plus généralement du politique, traduit l'incorporation de la valeur distinctive de compétences acquises et exercées dans le cadre partisan. Sur ce point, l'analyse des pratiques entre en résonance avec les trajectoires sociales d'acteurs issus des catégories populaires, passés par une scolarité prolongée et accédant en tant que cadre à un rôle – et à une posture – « d'intellectuels de gestion des

⁶⁵ BOURDIEU P., PASSERON J.-Cl., *La reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Éditions de minuit, 1970, p. 138-139.

profanes⁶⁶ ». Tout en affichant une continuité de leur identité sociale, cette dynamique réalisait indirectement ou partiellement les potentialités – professionnelles, culturelles, sociales – inscrites dans leurs parcours scolaires et les conduisait à faire l'expérience quotidienne d'une forme de déclassement par le haut, à travers les rapports entretenus avec la base. Plus que la délégation et la discipline, ce sont les dispositions à endosser ce rôle et sa pratique qui expliquent l'investissement et le maintien dans la carrière communiste.

L'érosion d'un modèle

Comme nous l'indiquions en introduction, les cadres communistes des années 1940 à 1970 furent les héritiers du travail symbolique opéré par la génération précédente. Ils purent s'orienter vers la carrière communiste en faisant « l'économie du cynisme⁶⁷ », à la fois parce que ce modèle militant articulait différents éléments structurants de leur socialisation (familiale, scolaire, politique, etc.) et parce qu'il bénéficiait d'une renforcée légitimité dans l'immédiat après-guerre. Cependant, à partir du milieu des années 1950, le capital spécifique des cadres d'origine ouvrière et populaire fut progressivement remis en cause par la déstalinisation et l'émergence de configurations politiques et partisans qui tendaient à valoriser d'autres capitaux politiques, en particulier celui des intellectuels de profession. Les conférences de section étaient l'un des lieux de cette mise en concurrence et, sous les affrontements idéologiques, les cadres livraient aussi une lutte symbolique visant à imposer ou à préserver leur position et leur légitimité à faire la leçon, à tous les sens du terme. L'exemple du rapport de Jean Hartmann sur la conférence de section de Saint-Mandé, qui comptait de nombreux adhérents issus de l'Institut géographique national, en offre un exemple symptomatique⁶⁸. Les rapports signalent également une importante évolution dans le déroulement des conférences de section et l'intervention des délégués fédéraux. À partir du milieu des années 1960, les cadres promurent une pédagogie plus « active », visant la participation de l'ensemble des délégués et suscitant de véritables débats contradictoires. Ce basculement, lié à la « démocratisation » affichée par le PCF, reflétait une volonté de s'adapter à de profondes transformations du public militant et de sa composition, et plus largement de la société globale. Dans un contexte marqué par la massification de la scolarité secondaire et supérieure et par l'affirmation croissante de critères de professionnalité ou d'expertise dans les fonctions de représentation politique, la légitimité accordée aux élites

⁶⁶ PUDAL B., « La vocation communiste et ses récits », *art. cit.*

⁶⁷ BOURDIEU P., *Raisons pratiques, op. cit.*, p. 154.

⁶⁸ Voir encadré.

populaires autodidactes ou formés à l'école du parti se trouva progressivement dévaluée. Dans un premier temps, au cours des années 1960 et 1970, la direction communiste déploya diverses stratégies d'adaptation, notamment sous l'égide de Waldeck Rochet. La période de *l'aggiornamento* marque une tentative d'agréger aux militants issus de la matrice stalinienne ou néo-thorézienne un mode de légitimation fondé sur la théorie, notamment sur la philosophie et sur les sciences sociales⁶⁹. Dans sa figure du secrétaire général féru de philosophie, annotant Marx, Lénine et Spinoza, dans un travail à la fois pour soi et sur soi, Waldeck Rochet incarnait personnellement cet effort⁷⁰. Cette tentative se prolongea, à la même époque, dans la volonté d'associer cadres ouvriers et intellectuels de profession au sein des différents secteurs d'élaboration théorique et stratégique de la direction (section des intellectuels, section économique, etc.). Dans la gestion des cadres, on trouve trace de cette évolution dans l'importance croissante accordée à la formation. À partir du milieu des années 1960, le nombre d'élèves des écoles centrales connut un essor extrêmement important. De plus, à partir de 1962, le PCF envoya une quarantaine de cadres fédéraux suivre les cours de l'École supérieure des sciences sociales du PCUS à Moscou⁷¹. Cette formation fonctionnait selon un modèle universitaire et dispensait des cours théoriques dans diverses disciplines, notamment l'histoire, l'économie politique, et la philosophie marxiste⁷². Cette stratégie d'adaptation s'avéra toutefois insuffisante face aux transformations qui affectaient à la fois le parti et la société française. Ses contradictions éclatèrent au grand jour avec la rupture du Programme commun et à travers le « repli sur la matrice stalinienne⁷³ », notamment lors de la crise de la fédération de Paris.

L'approche sociobiographique permet ici une analyse des cadres communistes qui ne se limite pas à la capacité homogénéisatrice de l'institution partisane, tant par ses sources que par sa mise en œuvre. Elle interroge l'accès au statut de cadre et les conditions de sa pérennisation à partir d'histoires sociales individuelles situées au croisement d'un ensemble de processus sociaux, politiques et historiques. Dans cette perspective, l'appareil communiste

⁶⁹ PUDAL B., *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, op. cit.

⁷⁰ VIGREUX J., *Waldeck Rochet, une biographie politique*, op. cit.

⁷¹ L'envoi d'élèves se poursuivit jusqu'en 1975, mais, après 1968, le PCF y fut plus réticent. Ainsi, alors que les cadres envoyés dans la période 1962-1968 étaient recrutés parmi les dirigeants des principales fédérations ou les membres du Comité centrale, les promotions suivantes étaient composées de militants beaucoup moins insérés dans l'appareil.

⁷² Le contenu de la formation nous est connu par les cahiers de Guy Poussy dont une copie a été confiée à l'équipe du Maitron et versée au Centre d'histoire sociale du XXe siècle.

⁷³ PUDAL B., *Un monde défait, Les communistes français de 1956 à nos jours*, op. cit., p. 99-106.

apparaît moins peuplé « d'hommes quelconques » que « d'exceptions à la règle », au regard de l'identité ouvrière ou populaire qu'ils étaient sensés incarner. C'est ce que font apparaître diverses caractéristiques distinctives, telles que leur capital scolaire et culturel, leur forte insertion familiale dans le monde communiste ou leurs parcours professionnels. En retour, leur rôle institutionnel captait et valorisait cette situation décalée, dans une relation à la base fondée sur leur rapport privilégié à la doctrine et sur l'exercice d'une autorité savante. Bien qu'officiellement déniées dans le contexte partisan, les profits symboliques qui en découlaient furent l'une des conditions favorables au maintien de l'appartenance et de l'investissement des cadres. L'enjeu de la production et de la reproduction d'élites militantes populaires concerne le communisme mais aussi d'autres sphères militantes, notamment le syndicalisme. L'effet de diverses reconfigurations sociales, et notamment le déplacement des frontières scolaires, nous invite dès lors à envisager une analyse des carrières communistes en fonction d'une socio-histoire du militantisme, et plus spécifiquement des modèles militants et des formes de professionnalisations politiques, articulant analyses individuelles, organisationnelles et macrologiques⁷⁴.

⁷⁴ SAWICKI, F., SIMEANT, J., « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français. », *Sociologie du travail*, n°51/1, 2009, p. 97-125.